



PRÉFET DE L' AISNE

*Direction départementale
des territoires*

Service Environnement

Unité Prévention des Risques

ARRÊTÉ

***portant approbation du plan de prévention des
risques inondation et coulées de boues (PPRich)
de la vallée de l'Escaut sur les communes de
Beaurevoir, Bellicourt, Gouy, Nauroy et Villeret***

**LE PREFET DE L' AISNE
Chevalier de la Légion d' Honneur
Chevalier de l' Ordre National du Mérite**

VU le code de l' environnement et notamment les articles L 125-2, L 125-5, L 562-1 à L 562-8, R 125-9 à R 125-14, R 125-23 à R 125-27, et R 562-1 à R 562-10 ;

VU le code de l' urbanisme et notamment les articles L.121-1, L.126-1, R.111-2et R.126-1 ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment l'article L731-3 ;

VU le code des assurances et notamment les articles A.125-1, L.125-1, L.125-2, et L.125-6 ;

VU l' arrêté préfectoral du 5 mars 2001 prescrivant l' établissement du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l' Escaut sur les communes de Beaurevoir, Bellicourt, Gouy, Nauroy et Villeret ;

VU l' arrêté préfectoral du 18 février 2016 relatif à l' ouverture d' une enquête publique concernant le projet de plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l' Escaut sur les communes de Beaurevoir, Bellicourt, Gouy, Nauroy et Villeret ;

VU l' avis du maire de la commune de Nauroy en date du 29 mai 2015 ;

VU la délibération de la commune de Gouy en date du 10 décembre 2015 ;

VU la délibération de la commune de Beaurevoir en date du 22 décembre 2015 ;

VU la délibération de la commune de Villeret en date du 19 mai 2016 ;

VU l' avis de la la chambre de commerce et d' industrie de l' Aisne en date du 8 décembre 2015 ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Picardie en date du 23 décembre 2015 ;

VU l'avis la communauté de communes du pays du Vermandois en date du 12 janvier 2015 ;

VU les avis de la chambre de l'agriculture de l'Aisne du 14 septembre 2015 et 7 janvier 2016 ;

VU la délibération de la commission permanente du conseil départemental de l'Aisne du 8 février 2016 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur daté du 8 juin 2016 ;

VU les pièces du dossier annexées au présent arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la direction départementale des territoires de l'Aisne a annexé au rapport d'instruction, joint aux dossiers présentés à l'enquête publique, les réponses apportées aux observations de fond et de forme soulevées lors du recueil des différents avis susvisés ;

CONSIDÉRANT que les avis exprimés avant et au cours de l'enquête publique ne remettent pas en cause le contenu du plan élaboré dans son économie générale et que les propositions de modifications mineures retenues répondent aux besoins exprimés ;

CONSIDÉRANT que la majorité des réserves et des points de désaccord exprimés dans les avis suscités concernent des questions liées aux méthodologies employées sur la caractérisation et la représentation des risques présents sans lien direct avec les objectifs fixés par le plan élaboré ;

CONSIDÉRANT que le plan élaboré est conforme aux objectifs de préservation des vies humaines et de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens, que le règlement contient des mesures de prévention et de sauvegarde en adéquation à la doctrine nationale exprimée dans les circulaires interministérielles du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996 relatives à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables ;

SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Escaut sur les communes de Beaurevoir, Bellicourt, Gouy, Nauroy et Villeret est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Un exemplaire de ce document est tenu à la disposition du public à la Préfecture, à la direction départementale des territoires et en mairies de Beaurevoir, Bellicourt, Gouy, Nauroy et Villeret.

Il servira notamment de document de référence pour :

- l'établissement de l'état des risques prévu par l'article L.125-5 du code de l'environnement ;
- l'information bisannuelle du public par le maire selon les modalités définies à l'article L.125-2 du code de l'environnement ;
- le plan communal de sauvegarde (ou intercommunal) prévu à l'article L.731-3 du code de la sécurité intérieure ;
- le document d'information et de communication des risques majeurs, prévu à l'article R.125-11-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de Beaurevoir, Bellicourt, Gouy, Nauroy et Villeret pendant une période d'un mois au minimum.

ARTICLE 4 : Le plan de prévention des risques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il doit être annexé par arrêté municipal aux documents d'urbanisme des communes concernées dans un délai de trois mois.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex 01, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, les maires des communes de Beaurevoir, Bellicourt, Gouy, Nauroy et Villeret, ainsi que le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A LAON, le

12 AOUT 2016

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Ferrine BARRE.

